FICHE D'IMPACT GÉNÉRALE

N° NOR du (des) texte(s) : INTB1815736D

Intitulé du (des) texte(s) : Décret modifiant diverses dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Ministère à l'origine de la mesure : INTERIEUR

Date de réalisation de la fiche d'impact : 07/06/2018

Texte(s) entrant dans le champ de la règle de la double compensation : oui non
(si oui, joindre la fiche relative à la maîtrise du flux de la réglementation)

Texte(s) soumis au Conseil national d'évaluation des normes : oui non

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Intitulé(s)

Décret modifiant diverses dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Contexte et objectifs

Le présent décret se propose de toiletter, compléter ou préciser un ensemble de dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Il est divisé en trois chapitres.

Le chapitre premier traite des directeurs des offices publics de l'habitat (OPH). Il a pour objet de prendre en compte le fait que, depuis 2009, ceux-ci sont régis par un statut *ad hoc* qui figure dans le code de la construction et de l'habitation, notamment aux articles R 421-19 à R 421-20-7, et ne les soumet donc plus aux règles de la FPT.

Les articles 1^{er} à 4 suppriment ainsi toute référence aux directeurs d'OPH dans le décret de 1987 ainsi que dans les deux décrets du 6 mai 1988 sur les emplois fonctionnels des articles 47 et 53 de la loi de 1984 et dans le statut particulier des attachés territoriaux.

Le chapitre II (articles 5 à 8) est relatif aux dispositions applicables aux administrateurs et ingénieurs en chef territoriaux. Il a pour objet de résoudre certaines difficultés statutaires.

Les articles 5 et 6 prévoient que les périodes, à temps plein, de mise à disposition auprès d'une organisation syndicale au titre de l'article 100 de la loi du 26 janvier 1984, de même qu'une décharge d'activité de service sont comptabilisées comme de la mobilité statutaire permettant un avancement de grade.

L'article 7 traite de l'avancement à l'échelon spécial du grade sommital des administrateurs et ingénieurs en chef, pour rendre explicitement éligibles les agents du CNFPT et des deux centres interdépartementaux de gestion.

Enfin, l'article 8 complète les dispositions transitoires de PPCR pour les années 2023 et 2024 s'agissant des modalités de classement des agents.

Le chapitre III, dispositions diverses, permet de corriger certaines erreurs matérielles et de clarifier des dispositions statutaires ayant trait notamment aux élections professionnelles.

L'article 9 prend en compte les modifications législatives de la loi n° 2013-906 du 11 octobre 2013 supprimant le détachement pour les fonctionnaires élus à un mandat national ou nommés ministre, au bénéfice de la seule disponibilité. Le décret « positions » du 13 janvier 1986 est donc rectifié en ce sens.

L'article 10 rectifie une erreur matérielle intervenue lors de la rédaction des décrets PPCR pour l'accès à l'échelon spécial des médecins territoriaux.

L'article 11 harmonise la rédaction des statuts particuliers des différents cadres d'emplois de la police municipale en matière d'accueil en détachement en complétant celui des chefs de service.

L'article 12 corrige également une erreur matérielle de PPCR sur les modalités de classement dans les échelons provisoires du cadre d'emplois des puéricultrices.

L'article 13 traite des commissions consultatives paritaires (CCP) mises en place par le décret n° 2016-1865 du 23

Contexte et objectifs

décembre 2016. Par cohérence, il aligne les conditions de recevabilité des listes de candidats lorsqu'un candidat a été déclaré inéligible et n'a pas été remplacé sur celles en vigueur pour les comités techniques (CT) et les commissions administratives paritaires (CAP), soit en n'imposant plus un nombre pair de candidats. De même, il prévoit, comme pour les autres scrutins, que l'envoi des bulletins de vote et professions de foi est à la charge de l'employeur et que des bureaux communs peuvent être créés pour plusieurs CCP de la même collectivité.

l'article 14 complète les modalités d'avancement au grade de conseiller socio-éducatif hors classe, créé à compter du 1^{er} février 2019.

Enfin, l'article 15 prévoit une entrée en vigueur rétroactive au 1^{er} janvier 2017 des articles 10 et 12 dans la mesure où il s'agit de dispositions relatives au protocole PPCR, applicable au 1^{er} janvier 2017.

Stabilité dans le temps

Textes modifiés	<p>Décret n° 85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;</p> <p>Décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration ;</p> <p>Décret n° 87-1097 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ;</p> <p>Décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;</p> <p>Décret n° 87-1101 du 30 décembre 1987 modifié portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;</p> <p>Décret n° 88-545 du 6 mai 1988 modifié relatif au recrutement direct dans certains emplois de la fonction publique territoriale, en application de l'article 47 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;</p> <p>Décret n° 88-546 du 6 mai 1988 modifié fixant la liste des établissements publics mentionnés à l'article 53 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;</p> <p>Décret n° 92-851 du 28 août 1992 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des médecins territoriaux ;</p> <p>Décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;</p> <p>Décret n° 2014-923 du 18 août 2014 portant statut particulier du cadre d'emplois des puéricultrices territoriales ;</p> <p>Décret n° 2016-200 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs en chef territoriaux ;</p> <p>Décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la fonction publique territoriale ;</p> <p>Décret n° 2017-556 du 14 avril 2017 modifié portant modification des dispositions statutaires applicables aux administrateurs territoriaux, aux ingénieurs en chef territoriaux et aux emplois administratifs et techniques de direction des collectivités territoriales ;</p> <p>Décret n° 2017- 903 du 9 mai 2017 modifiant le décret n° 2013-489 du 10 juin 2013 portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers territoriaux socio-éducatifs.</p>
Texte abrogé	Sans objet

Détail des mesures du (des) projet(s) de texte <i>une mesure par ligne</i>				
N° article du projet de texte	Disposition envisagée du projet de texte	Référence codifiée, modifiée ou créée <i>(le cas échéant)</i>	Fondement juridique	Référence du fondement juridique / Objectifs poursuivis
1 à 4	Toilettage des dispositions statutaires relatives aux directeurs des offices publics de l'habitat (OPH) dans les statuts particuliers de la fonction publique territoriale		Texte autonome	Suppression de dispositions statutaires devenues caduques
5 et 6	Prise en compte, pour la mobilité statutaire, des mises à disposition et décharges d'activités de service auprès d'une organisation syndicale de fonctionnaires		Texte autonome	Permettre aux déchargés syndicaux de bénéficier d'un avancement de grade lorsque celui-ci est conditionné par l'exercice d'une mobilité statutaire
7	Avancement à l'échelon spécial du grade sommital des administrateurs et ingénieurs en chef territoriaux		Texte autonome	Rendre éligibles les agents des établissements publics assimilés à des départements de plus de 900 000 habitants (CNFPT, centres interdépartementaux de gestion)
8	Poursuite du décalage des mesures PPCR en 2023 et 2024 pour le reclassement des administrateurs et ingénieurs en chef territoriaux		Texte autonome	Compléter les textes report PPCR pour les années 2023 et 2024
9	Suppression du détachement au profit de la seule disponibilité pour les fonctionnaires élus à un mandat national ou nommés ministre		Texte pris pour l'application de lois et ordonnances déjà entrées en vigueur	Application des dispositions de la loi n° 2013-906 du 11 octobre 2013
10	Rétablissement des dispositions relatives à l'accès à échelon spécial du grade sommital des médecins territoriaux		Texte autonome	Rectification d'une erreur matérielle
11	Insertion de dispositions relatives à l'accueil en détachement dans le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale.		Texte autonome	Harmonisation des dispositions statutaires relatives au détachement dans les cadres d'emplois de la police municipale
12	Modalités de classement dans les échelons provisoires du cadre d'emplois des puéricultrices		Texte autonome	Rectification d'une erreur matérielle
13	Dispositions relatives aux élections aux commissions consultatives		Texte autonome	Harmonisation des dispositions relatives aux élections des CCP,

Détail des mesures du (des) projet(s) de texte

une mesure par ligne

N° article du projet de texte	Disposition envisagée du projet de texte	Référence codifiée, modifiée ou créée <i>(le cas échéant)</i>	Fondement juridique	Référence du fondement juridique / Objectifs poursuivis
	paritaires (CCP).			mises en place à l'issue du prochain renouvellement général du 6 décembre 2018, sur celles des autres scrutins (CAP et CT)
14	Modalités d'avancement au grade de conseiller supérieur socio-éducatif		Texte autonome	Rectification d'une erreur matérielle
15	Entrée en vigueur rétroactive au 1 ^{er} janvier 2017 des articles (PPCR) 10 et 12		Texte pris pour l'application de lois et ordonnances déjà entrées en vigueur	Article 148 de la loi de finances n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 pour 2016

II. CONCERTATIONS ET CONSULTATIONS

Organisme <i>Développer les sigles en toutes lettres</i>	Date <i>jj/mm/aaaa</i>	Avis exprimés et recommandations
Concertation avec les collectivités territoriales et les associations d'élus locaux <i>hors consultations d'instances où siègent des élus</i>		
Concertation avec les acteurs de la société civile <i>entreprises, organisations représentatives, associations</i>		
Commissions consultatives		
conseil supérieur de la fonction publique territoriale	04/07/2018	
conseil national d'évaluation des normes	05/07/2018	
Autres concertations / consultations (hors services interministériels) <i>autorités indépendantes, agences, organismes administratifs, etc.</i>		
Consultations ouvertes sur internet <i>Préciser le fondement juridique</i>		
Choisissez		
Notifications à la Commission européenne <i>Préciser le fondement juridique et l'avis rendu par la Commission et les États membres</i>		
Choisissez		

Test PME		
Test PME réalisé	☐ oui	☐ non
Justifier de la réalisation ou de la non-réalisation du test		
Impacts et complexité du texte pour les PME		

III. MÉTHODE D'ÉVALUATION

Veillez expliquer la méthodologie, les hypothèses et les règles de calcul utilisées pour évaluer l'ensemble des impacts financiers. Il s'agit d'une exigence essentielle, notamment pour le conseil national d'évaluation des normes qui souhaite disposer de précisions méthodologiques sur le chiffrage des impacts de la réglementation nouvelle. À défaut, il convient d'indiquer dans quelle mesure l'impact financier est nul ou n'a pu être chiffré.

Ce décret a principalement pour objet de toiletter, compléter ou préciser un ensemble de dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à la suite de divers demandes et signalement reçus de la part des collectivités et centres de gestion de la fonction publique territoriale sur ces sujets.

S'agissant de mesures statutaires, et non indiciaires, elles n'entraînent a priori pas de coût nouveau pour les collectivités.

IV. ÉVALUATION QUANTITATIVE DES IMPACTS : sans objet

Impacts financiers globaux						
Moyenne annuelle calculée sur 3 ans (ou 5 ans si le projet de texte l'exige)						
	Entreprises	Particuliers / Associations	Collectivités territoriales et établissements publics locaux	État et établissements publics nationaux	Services déconcentrés de l'État	Total
Coûts						
Gains						
Impact net						

Répartition dans le temps des impacts financiers globaux					
à compter de la date de publication prévisionnelle					
	Année 1 N+1	Année 2 N+2	Année 3 N+3	Année 4 <i>(si nécessaire)</i>	Année 5 <i>(si nécessaire)</i>
Coûts					
Gains					
Impact net					

Les dispositions envisagées n'ont pas d'impact sur les entreprises X

Cartographie et nombre des entreprises concernées						
	TPE	PME	ETI	Grandes entreprises	Total	
Précisez le secteur d'activité						
Précisez le secteur d'activité						
Nombre total d'entreprises						

Détails des impacts sur les entreprises				
Moyenne annuelle calculée sur 3 ans				
	Investissement	Fonctionnement	Total	Nombre ETP concernés
Coûts				
Gains				
Impact net				

Les dispositions envisagées ne s'appliquent pas aux collectivités territoriales

Cartographie et nombre des collectivités concernées				
	Bloc communal	Départements	Régions	Établissements publics locaux (EPL)
Précisez le nombre (voire « toutes » / « tous »)				
si nécessaire, précisez le périmètre/la typologie/la nature concerné(e) (notamment pour les EPL)				
Nombre total				

Répartition des impacts entre collectivités territoriales				
Moyenne annuelle calculée sur 3 ans				
	Bloc communal	Départements	Régions	Total
Coûts				
Gains				
Impact net				

Détails des impacts sur les collectivités territoriales				
Moyenne annuelle calculée sur 3 ans				
	Investissement	Fonctionnement	Total	Nombre ETP concernés
Coûts				
Gains				
Impact net				

Répartition dans le temps des impacts financiers sur les collectivités territoriales					
à compter de la date de publication prévisionnelle					
	Année 1 N+1	Année 2 N+2	Année 3 N+3	Année 4 (si nécessaire)	Année 5 (si nécessaire)
Coûts					
Gains					
Impact net					

Les dispositions envisagées n'ont pas d'impact sur les particuliers ou les associations X

Détails des impacts sur les particuliers / associations				
Moyenne annuelle calculée sur 3 ans				
	Investissement	Fonctionnement	Total	Nombre personnes concernées
Coûts				
Gains				
Impact net				

Répartition dans le temps des impacts financiers sur les particuliers / associations					
à compter de la date de publication prévisionnelle					
	Année 1 N+1	Année 2 N+2	Année 3 N+3	Année 4 <i>(si nécessaire)</i>	Année 5 <i>(si nécessaire)</i>
Coûts					
Gains					
Impact net					

Les dispositions envisagées n'ont pas d'impact sur les administrations de l'État et assimilées X

Détail des impacts sur les administrations de l'État (et autres organismes assimilés)				
Moyenne annuelle calculée sur 3 ans				
	Investissement	Fonctionnement	Total	Nombre ETP concernés
Coûts				
Gains				
Impact net				

Répartition dans le temps des impacts financiers sur les administrations de l'État (et autres organismes assimilés)					
à compter de la date de publication prévisionnelle					
	Année 1 N+1	Année 2 N+2	Année 3 N+3	Année 4 <i>(si nécessaire)</i>	Année 5 <i>(si nécessaire)</i>
Coûts					
Gains					
Impact net					

V. ÉVALUATION QUALITATIVE DES IMPACTS : sans objet

Description des impacts			
		Contraintes nouvelles	Allègements et simplifications
Entreprises	Impacts attendus sur les entreprises, notamment les artisans, TPE et PME		
	Impacts attendus sur la production, la compétitivité et l'innovation		
	Impacts sur les clients ou usagers des entreprises		
Particuliers / Associations	Impacts attendus sur la société		
	Impacts attendus sur les particuliers		
Collectivités territoriales	Impacts attendus sur les collectivités territoriales, notamment les plus petites collectivités		
	Impacts attendus sur les usagers des services publics		
État	Impacts attendus sur les services d'administration centrale <i>(voir ci-après pour services déconcentrés)</i>		
	Impacts attendus sur d'autres organismes administratifs		

VI. ÉVALUATION DES IMPACTS SUR LES SERVICES DÉCONCENTRÉS DE L'ÉTAT

Les dispositions envisagées n'ont pas d'impact sur l'organisation ou les missions des services déconcentrés de l'État X

Description des objectifs poursuivis par le projet de texte sur les services déconcentrés de l'État

Portée interministérielle du texte : oui non

Nouvelles missions : oui non

Évolution des compétences existantes : oui non

Évolution des techniques et des outils : oui non

Types et nombre de structures déconcentrées de l'État concernées

Structures	Types	Nombre
Directions interrégionales		
Services régionaux		
Services départementaux		

Moyens / contraintes des services déconcentrés de l'État

Impacts quantitatifs			
	Année 1	Année 2	Année 3
Coût ETPT moyen			
Gain ETPT moyen			
Moyens humains supplémentaires ou redéploiement			
Coût financier moyen			
Gain financier moyen			
Dotations supplémentaires ou redéploiement			

Impacts qualitatifs

Définition de l'indicateur de suivi Préciser l'indicateur	
Structures ou outils de pilotage Décrire	
Formations ou informations Décrire	
Mesure de la qualité de service Décrire	

Appréciation sur l'adéquation objectifs / moyens / contraintes des services déconcentrés de l'État

--

Précisions méthodologiques

Test ATE (administration territoriale de l'État)

Joindre les fiches de consultation des services déconcentrés

Test ATE réalisé	☐ oui	☐ non
Modalités de réalisation de la fiche		

VII. ÉVALUATION DES IMPACTS SUR LES JEUNES

Les dispositions envisagées n'ont pas d'impact sur la jeunesse X

Dispositif envisagé par le(s) projet(s) de texte	Nombre de jeunes concernés	Public cible (étudiants, jeunes actifs, ...)	Âge des jeunes concernés

Dispositifs contenant des bornes d'âges

Le projet de texte comporte-t-il des limitations suivant l'âge ?

oui

non

Les limitations envisagées sont-elles justifiées ?

Des mesures compensatoires sont-elles envisagées ?

Dispositifs spécifiques aux jeunes

Le projet de texte apporte-t-il des réponses spécifiques aux thématiques de la jeunesse ?

oui

non

Les jeunes sont-ils sous-représentés dans le public concerné par le projet de texte ?

oui

non

Si oui, faut-il prévoir des mécanismes compensateurs ?

oui

non

La situation des jeunes sera-t-elle différente après l'entrée en vigueur de ce projet de texte ?

oui

non

Quels sont les dispositifs spécifiques envisagés ?

--

Liste des impacts sur les jeunes	
Impacts économiques sur les jeunes <i>Décrire</i>	
Impacts administratifs sur les jeunes <i>Décrire</i>	
Autres impacts sur les jeunes <i>Décrire</i>	

Dimension prospective et intergénérationnelle

Quel est l'impact à long terme des mesures envisagées pour les jeunes d'aujourd'hui ?

--

Quel est l'impact des mesures envisagées pour les jeunes de demain ?

--

VIII. NÉCESSITÉ ET PROPORTIONNALITÉ

Nécessité	
Marge de manœuvre laissée par la norme supérieure Justifier le choix effectué	Aucune : Les dispositions statutaires de la FPT relevant de décrets en Conseil d'Etat, leurs modifications doivent prendre la même forme
Alternatives à la réglementation Préciser les autres dispositifs	
Comparaison internationale Décrire les mesures équivalentes adoptées	

Proportionnalité	
Mesures d'adaptation prévues pour certains publics Préciser les mesures	
Mesures réglementaires ou individuelles d'application Préciser les mesures	
Adaptation dans le temps Justifier la date d'entrée en vigueur	La correction d'erreurs matérielles constatées à l'occasion de la publication des décrets de la réforme parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) entrera rétroactivement en vigueur au 1 ^{er} janvier 2017 afin de ne pas léser les médecins territoriaux ni les puéricultrices

Mesures d'accompagnement	
Expérimentation Préciser la date et la nature de l'expérimentation	
Information des destinataires Préciser la nature de support	
Accompagnement des administrations Préciser la nature de l'accompagnement	
Obligations déclaratives Préciser la nature des obligations	
Évaluation ex-post Préciser l'échéance	

IX. TABLEAU COMPARATIF

Dispositions en vigueur	Dispositions envisagées	Simplifications ou obligations nouvelles